

L'Équateur isolé après son raid contre l'ambassade du Mexique

Patrick Bèle

La police a investi la mission diplomatique pour arrêter l'ex-président Jorge Glas.

Plusieurs centaines de manifestants se sont réunis samedi à Mexico devant l'ambassade de l'Équateur au Mexique. Aux cris de « fasciste », « assassin », « Noboa terroriste », « agression totale », ils ont manifesté dans le calme sous le regard des forces de police. L'ambiance était tout autre dans la nuit de vendredi à samedi à l'ambassade mexicaine à Quito, en Équateur. Sur ordre du président Daniel Noboa, la police a encerclé les locaux diplomatiques mexicains et demandé que le personnel diplomatique livre Jorge Glas, l'ancien vice-président de Rafael Correa, qui y était réfugié. En l'absence de réponse, la police a fini par enfoncer la porte d'entrée pour se glisser dans les locaux diplomatiques. Le chef de la section consulaire, Roberto Canseco, a tenté seul de retenir les policiers mais il a été rapidement jeté au sol et les forces de l'ordre se sont emparées de l'ancien vice-président. Il a rapidement été mis dans un avion militaire, direction Guayaquil, puis transporté menotté dans un véhicule de la police jusqu'à la prison de haute sécurité de La Roca, où étaient détenus les chefs des gangs les plus puissants du pays avant leur éviction spectaculaire début janvier.

Jorge Glas a été condamné à de nombreuses années de prison ferme pour corruption par la justice équatorienne. Après cinq années derrière les barreaux, il a été libéré pour raison médicale sous « statut de mesure conservatoire » en avril 2022. Rafael Correa, lui-même accusé de corruption et réfugié en Belgique, envisageait qu'il se présente sous sa bannière à l'élection présidentielle en août dernier. Mais devant le risque que sa candidature soit invalidée par la justice, c'est finalement Luisa Gonzalez qui s'est présentée. Arrivée en tête du premier tour, celle-ci a finalement été battue au second en octobre par un nouveau venu en politique, Daniel Noboa, 36 ans, fils d'une des familles les plus riches du pays. C'est la vague d'insécurité qui a favorisé la victoire de Noboa, ce dernier accusant le camp corréiste d'être derrière l'assassinat du candidat à la présidentielle Fernando Villavicencio, un journaliste qui avait longtemps travaillé sur les scandales de corruption présumés autour du pouvoir de Rafael Correa.

L'assaut de l'ambassade par la police équatorienne a été condamné de façon quasi unanime dans la région. L'Argentine, le Chili, la Colombie, le Brésil, le Costa Rica, le Panama, le Paraguay, la République dominicaine, le Venezuela et Cuba ont dénoncé une violation de la conven-



Des policiers montent la garde devant l'ambassade d'Équateur, samedi, à Mexico. (NURI CORTEZ/AFP)

tion de Vienne de 1961, qui a instauré l'inviolabilité des locaux diplomatiques.

Jorge Glas était réfugié depuis le 17 décembre à l'ambassade mexicaine, après que la Cour constitutionnelle a annulé le décret de libération pour raison de santé de l'ancien vice-président. Quelques heures avant l'intervention de la police équatorienne, Jorge Glas avait obtenu le statut de réfugié politique de la part des autorités mexicaines. Celles-ci avaient envoyé une demande de sauf-conduit au gouvernement équatorien pour lui permettre de quitter le territoire et de trouver asile au Mexique, comme Rafael Correa a pu le faire en Belgique.

Offensive délinquante

Jorge Glas a occupé un rôle central dans le gouvernement de Rafael Correa. Il a notamment été en charge du fonds de solidarité créé par les gouvernements précédents comme une réserve pour faire face aux catastrophes naturelles comme les tremblements de terre. Financé par les excédents des revenus pétroliers, qui ont explosé dans les années 2000 et 2010, il était pour Glas « un ancre de corruption de tous les gouvernements ». Ra-

fael Correa l'a nommé à la tête de ce fond avec pour mission de le liquider. Puis il a eu la charge de « toutes les entreprises stratégiques de l'État » : pétrole, électricité, mines, télécoms, eau.

Quand Daniel Noboa a déclenché l'état d'urgence le 9 janvier dernier, le pays était confronté à un défi gigantesque présenté par les bandes criminelles. Celles-ci avaient libéré leurs principaux leaders des prisons et lancé une vaste offensive contre les représentants de l'État. Cette offensive délinquante ne faisait que confirmer le pouvoir de plus en plus important que les criminels détiennent dans de nombreux territoires de ce pays, qui est devenu le principal point d'exportation de la cocaïne produite en Colombie et au Pérou. L'argent généré par ce trafic permet à la fois aux chefs de gang de s'armer largement et de recruter au sein de la jeunesse, qui connaît une situation préoccupante depuis l'épidémie de Covid.

Daniel Noboa voulait reprendre le contrôle du pays en déclarant l'état d'urgence et en militarisant les rues et les prisons du pays. Trois mois plus tard, le résultat est peu convaincant. Pendant

la semaine sainte, plusieurs dizaines d'assassinats ont été répertoriés. Les enlèvements sont toujours nombreux et les extorsions d'argent auprès des commerçants, des taxis et des bus continuent de fragiliser toutes les activités économiques.

Pour Daniel Ponton, professeur de sécurité et de défense à l'Institut national des études supérieures de l'Équateur, « les résultats sont plus que modestes. Le gouvernement annonce une baisse de 27% des homicides, mais ces chiffres ne sont pas convaincants. En fait, au-delà d'un discours populaire, le gouvernement ne semble pas avoir de stratégie claire. »

Avec cet assaut contre l'ambassade mexicaine, Daniel Noboa a-t-il cherché à se redonner une image de gouvernant agissant contre le crime, quoi qu'il en coûte ? Le résultat risque de ne pas être à la hauteur de ses espérances. « L'Organisation des États américains (OEA) se réunit cette semaine et il est probable que l'Équateur sera vivement condamné, estime Daniel Ponton. Ce n'est pas de nature à redonner de la crédibilité à un président qui, pourtant, vient d'arriver au pouvoir. » ■

Le Rwanda commémore le génocide des Tutsis

Tanguy Berthemet

Ce 7 avril marquait le 30^e anniversaire des massacres qui firent plus de 800 000 morts en 100 jours.

Les cérémonies ont comme tous les jours débuté au matin, lorsque le président Paul Kagame a ravivé la flamme du souvenir au Mémorial de Gisozi. Le peuple rwandais se remémore, en ce 7 avril, les tueries qui, il y a trente ans, annonçaient le dernier génocide du XX^e siècle. En moins de 100 jours, plus de 800 000 personnes, peut-être un million, étaient massacrées, dans leur immense majorité des membres de la minorité tutsie ainsi que des opposants hutus. La douleur de ce passé reste encore trop présente pour les survivants, qui revivent chaque année le cauchemar.

« C'est la communauté internationale qui nous a tous laissés tomber, que ce soit par mépris ou par lâcheté », a martelé Paul Kagame lors d'un discours donné devant plusieurs milliers de personnes à la BK Arena, une salle polyvalente ultramoderne de Kigali. Il était au pouvoir de fait depuis début juillet 1994 quand, à la tête des troupes de FPR, il était entré dans Kigali, mettant fin au carnage. Le verbe haut et sec du président rwandais, qui dirige son pays sans partage, est connu. La critique de l'incertitude coupable de la communauté internationale est habituelle et, aujourd'hui, largement partagée.

« Personne, personne, pas même l'Union africaine (UA), ne saurait se disculper de son inaction face à la chronique d'un génocide annoncé. Ayons le courage de le reconnaître, et de l'assumer », a d'ailleurs également dit le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, devant un aréopage de chefs d'État. Bill Clinton, à la Maison-Blanche lors du génocide, qui fut l'un des premiers présidents à demander par-

don au peuple rwandais, représentaient les États-Unis. Les relations de la France avec le Rwanda demeurent délicates, Paris ayant été trop longtemps très proche du régime finalement génocidaire. Mais, signe des améliorations récentes, il était représenté par le ministre français des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné, et le secrétaire d'État à la Mer, Hervé Berville, né au Rwanda. Nicolas Sarkozy, proche de Paul Kagame, était aussi présent.

« L'Infernal huis clos »

Emmanuel Macron a choisi de marquer cet anniversaire de loin. Le président français avait fait un discours remarqué, le 27 mai 2021, à Kigali, où il avait alors dit être venu « reconnaître » les « responsabilités » de la France. « Nous avons, tous, abandonné des centaines de milliers de victimes à cet infernal huis clos », avait-il ajouté, précisant que Paris n'avait « pas été complice » des génocidaires hutus. Il s'était refusé à présenter des excuses, espérant quand même le pardon des rescapés.

Dans une vidéo diffusée dimanche, Emmanuel Macron a précisé : « Je n'ai aucun mot à ajouter, aucun mot à retrancher de ce que je vous ai dit ce jour-là. » Une sorte de réponse à l'idée que Paris pourrait, à l'occasion des commémorations, faire un pas supplémentaire dans la reconnaissance des responsabilités de la France dans le génocide. Elle était née d'un communiqué de l'Élysée qui rapportait que, selon Emmanuel Macron, la France « aurait pu arrêter le génocide » en 1994 « avec ses alliés occidentaux et africains », mais « n'en a pas eu la volonté ». Des mots que le président n'a, curieusement, pas prononcés. ■

Toutes les solutions pour mettre votre famille à l'abri



Le 1^{er} magazine de la presse patrimoniale
1,3 million de lecteurs (source ACPM 2023)

Disponible chez votre marchand de journaux
ou sur commande Réf. 1216

Frais de port offerts

PAR INTERNET
www.leparticulier.fr
rubrique La Boutique

PAR TÉLÉPHONE
01 55 56 71 11
du lundi au vendredi de 8h30 à 19h

PAR COURRIER affranchi
Le Particulier - Service Abonnements
45 av. du Général-Leclerc 60643 Chantilly Cedex